

**Monsieur Jean-Luc RIGAUT**

Président

Assemblée des Communautés de France

22, rue Joubert

75009 Paris

Paris, le 12 avril 2018

# Monsieur le Président,

Je souhaite, par la présente, attirer votre attention sur l’avenir du Commissariat aux comptes en France.

À l’heure où le gouvernement va prendre des décisions importantes pour nos entreprises et pour l’économie de notre pays à travers la loi PACTE, un acteur incontournable de la croissance et de la transformation des entreprises a été oublié et sera sacrifié sur l’autel d’une prétendue simplification : le Commissaire aux Comptes !

Comme vous le savez, l’Inspection Générale des Finances (IGF), missionnée conjointement par les Ministres de la Justice et de l’Economie, a proposé au Gouvernement de relever les seuils d’audit au niveau européen.

Une telle proposition, si elle était retenue, aurait un effet systémique considérable sur l’ensemble de l’exercice professionnel, en supprimant au moins 80 % de ses mandats dans les entités commerciales, correspondant à 40 % de ses honoraires.

Elle supprimerait également l’exercice professionnel de plusieurs milliers de signataires et de collaborateurs sur l’ensemble du territoire national provoquant d’entrée la destruction massive de plus de 11 000 emplois sur le secteur (et subsidiairement dans les parties prenantes : cursus universitaires, éditeurs de logiciels, etc…). Simultanément cela réduira drastiquement la prévention des risques dans 150 000 entreprises et augmentera corollairement le risque de défaillance de nombreuses entreprises.

Creuser toujours les inégalités au bénéfice des plus forts : que ce soit sur le territoire (sinistralité de l’emploi dans des territoires renforcée au bénéfice des grandes villes), sur la concentration du marché des professionnels du chiffre (au détriment des plus petits cabinets), enfin pour les grandes entreprises (qui seules garderont une sécurité financière).

Il n’est pas acceptable que la logique économique méconnaisse à ce point toute dimension humaine

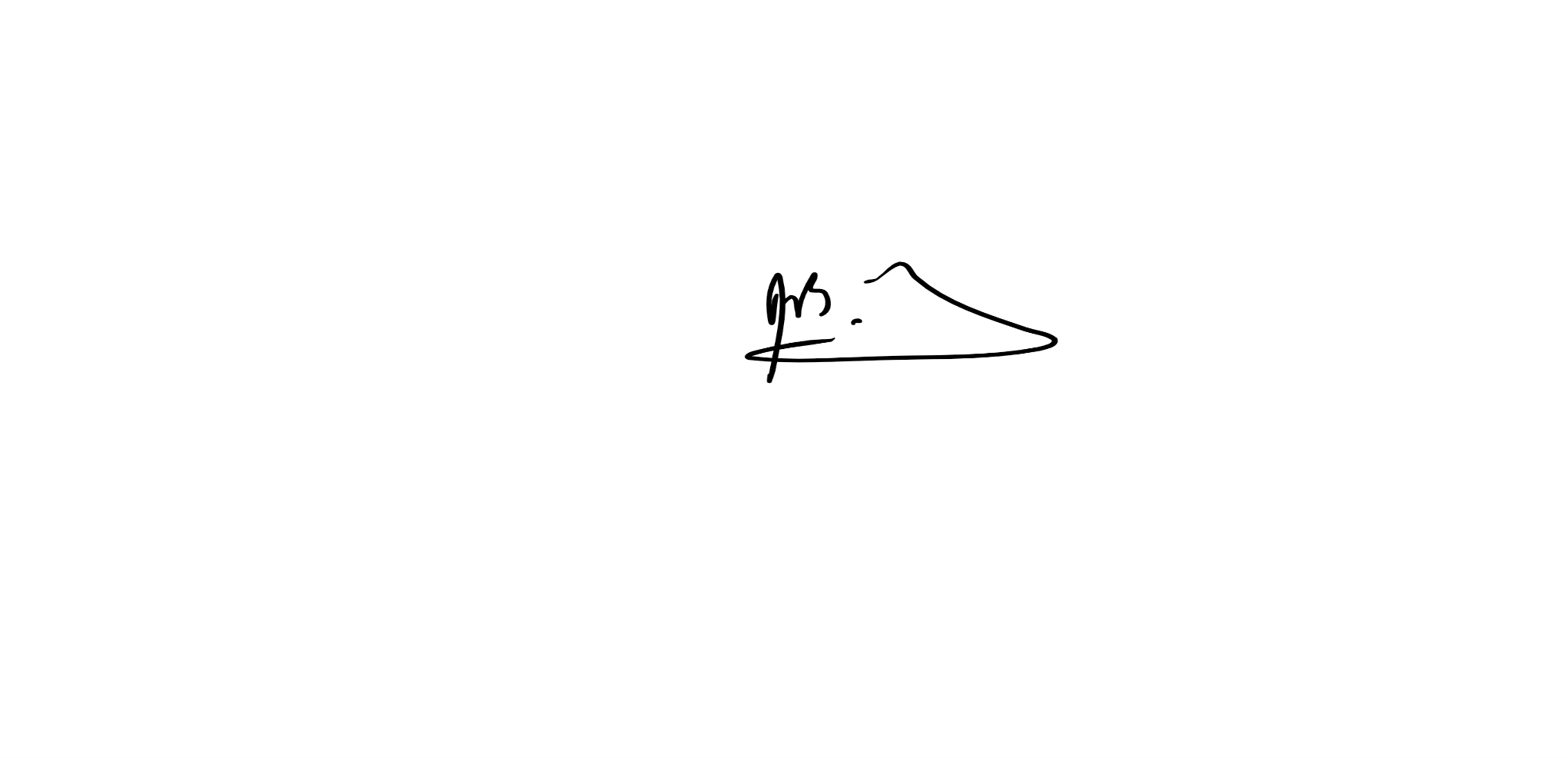
Cette décision semble ignorer la spécificité des tissus économiques régionaux français, ainsi que le rôle que joue la certification légale dans la compétitivité des économies locales, notamment au travers de la prévention des défaillances des PME sur nos territoires.

Les commissaires aux comptes sont devenus les partenaires naturels des territoires quant à l’observation et la consolidation des tissus économiques locaux. Ils sécurisent les relations des entreprises dans leurs opérations de croissance, et renforcent également la transparence du développement économique, ainsi que sa sécurité juridique et fiscale.

Les exigences et les réalités locales doivent absolument être prises en considération pour donner naissance à une réelle concertation avec l’ensemble des partenaires concernés.

Je vous saurais gré de bien vouloir m’informer des mesures que vous ne manquerez pas de prendre pour faire face à cette future difficulté économique et sociale que va connaître notre pays.

Je vous remercie de l’attention toute particulière que vous voudrez bien réserver à ma demande et vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l’expression de ma plus haute considération.



Denis BARBAROSSA

Président de l’IFEC

